Liban : face au désastre [portfolio]

Laurent Perpigna Iban
17 septembre 2021

Photoreportage inédit pour le site de Ballast

Qu'ils paraissent loin, les espoirs suscités par la Thawra, le soulèvement libanais de la fin 2019. Des centaines de milliers de personnes ont pris les rues du pays afin de réclamer le départ de l'ensemble de la classe politique. « Ils s'accrochent à leur pouvoir, mais nous aussi nous nous accrochons. Comment ne pas être optimistes ? », *nous confiait alors un manifestant. Mais en vain : deux ans plus tard, l'oligarchie est toujours à son poste et le Liban se trouve dans une situation d'effondrement accéléré. Les habitants manquent de tout — ici et là, c'est même la famine. Photoreportage.* ☰ Par Laurent Perpigna Iban

---

C’est un sinistre symbole auquel les Libanais et les Libanaises sont désormais habitués. Depuis les épisodes les plus tendus du soulèvement initié en octobre 2019, les élites du pays se sont barricadées dans les grands centres du pouvoir. Ici, en plein cœur de la capitale, une barrière de protection en béton maintient à bonne distance les manifestants du parlement. Un « mur de la honte », comme l’appellent beaucoup de Beyrouthins, qui témoigne de l’indifférence générale de la classe dirigeante face aux revendications d’un peuple à bout de souffle.

Depuis le début de l'été 2021, le Liban vit la pire phase de la pire crise économique de son histoire. Au mois d'août, un dollar américain s'échangeait contre plus de 20 000 livres libanaises, alors que le cours officiel, fixé par la Banque centrale, demeurait stable à 1 500 livres — un taux qui a prévalu pendant près de vingt ans. Conséquence : le taux d'inflation qui atteignait 84,3 % en 2020 devrait passer à 100 %, selon les récentes projections. Dans les supermarchés, les prix des produits non subventionnés par l'État se sont envolés dans des proportions dramatiques, devenant inaccessibles à l'écrasante majorité de la population.

Les économies que beaucoup de Libanais avaient placées dans les banques ont purement et simplement disparu. Les retraits en dollars sont impossibles, et ceux en livres libanaises rationnés. En 2020, la dette publique atteignait près de 92 milliards de dollars, soit 170 % du PIB. En mars de la même année, le pays annonçait le premier défaut de paiement de son histoire. Le système, considéré par de nombreux spécialistes comme la plus grande pyramide de Ponzi[1] au monde, s'est effondré sur lui-même. Riad Salamé, directeur de la Banque centrale du Liban depuis 1993 et architecte de la politique monétaire du pays, se trouve aujourd'hui dans la tourmente : visé par des juges anticorruption parisiens, il est accusé d'avoir amassé une fortune colossale en Europe. Pourtant, au Liban, il continue de jouir de la protection des élites du pays : la rue, elle, parle de lui comme du « comptable de la mafia libanaise ».

Alors que la Banque mondiale a classé le « naufrage libanais » parmi l'une des « *trois crises majeures qu'a connu le monde depuis 1850* », c'est désormais plus de 78 % de la population qui évolue sous le seuil de pauvreté. « *Les banques privées ont prêté de l'argent à l'État, qui lui a été pillé par les responsables politiques. À l'heure du repas, de nombreuses familles sont obligées de choisir qui elles vont nourrir. D'autres se contentent de manger du pain avec de l'huile* », explique la journaliste et éditorialiste Médéa Azouri.

Aux alentours des rares stations-service ouvertes, d'immenses files d'attente se créent et paralysent un trafic déjà dense. Après plusieurs heures d'attente, les plus chanceux repartent avec quelques litres d'essence, d'autres avec rien. Une pénurie nationale de carburant qui a des conséquences parfois tragiques : les accrochages mortels entre automobilistes se sont multipliés ces dernières semaines. Et le pire semble à venir : la Banque centrale du Liban, faute de réserves, a annoncé qu'elle ne pourrait plus subventionner au taux actuel les importations de carburants, ce qui pourrait impliquer une hausse de plus de 300 % des prix à la pompe. Pendant ce temps, des pétroliers stationnent toujours à proximité des côtes, et le marché noir — principalement à destination de la Syrie — continue de fonctionner à plein régime.

Une pénurie qui a bien d'autres conséquences : pour se fournir en électricité, le Liban est dépendant du pétrole qu'il importe. Les cuves des générateurs privés, censés pallier le rationnement imposé par l'État, sont pratiquement vides, et c'est tout un pays qui est plongé dans l'obscurité. En ce mois d'août 2021, les coupures de courant oscillaient entre vingt-deux et vingt-trois heures par jour. Une double peine : alors que de nombreuses boutiques, restaurants et centres commerciaux ont dû fermer leurs portes en l'absence de transports publics et de carburant, beaucoup de Libanais sont bloqués à leur domicile, avec pour seule activité un lien social dépendant de la durée des batteries de leurs appareils électroniques.

Tripoli, deuxième ville du pays, est considérée comme la plus pauvre du Liban. Le désespoir et le sentiment d'abandon sont partout. Dans la vieille ville, la majorité des commerces sont fermés ; les acheteurs se font de plus en plus rares. En outre, la pénurie de carburant affecte l'acheminement des produits de première nécessité. Dans les rues de la ville, la population tente de tuer le temps comme elle le peut.

Avec en moyenne huit milliards de dollars de revenus annuels, soit 12 % du PIB, le tourisme est une activité vitale pour le Liban. La pandémie de Covid-19, additionnée à la crise économique, a mis le secteur à l'arrêt complet. Ici, au château Saint-Gilles de Tripoli, le guide fait visiter le musée à la lumière du téléphone, faute d'électricité.

Le 4 août 2021, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées sur le port de Beyrouth afin de célébrer le premier anniversaire de l'explosion qui a défiguré la ville et tué plus de deux cents personnes. Il règne un silence de mort dans les rues de la capitale. La chanson « Ya Beirut » de Majida El Roumi défile en boucle : « *Oh Beyrouth… Nous t'avons blessée et fatiguée. Nous t'avons brûlée et faite pleurer. Nous t'avons chargée de nos péchés. Lève-toi… Sors de sous les décombres, comme une rose d'amande au printemps. Lève-toi de tes peines… Lève-toi. La révolution est née du ventre du chagrin.* » Un an après ce qui demeure l'une des plus grosses explosions non nucléaires de l'histoire de l'humanité, justice n'est pas faite. Pire, l'enquête avance à pas de fourmi. Seules dix-sept personnes ont pour l'heure été inculpées : des employés et des dirigeants du port, mais aucun des hauts responsables de l'État libanais, réfugiés derrière leur immunité.

La colère est d'autant plus immense que cette explosion a laissé de profondes cicatrices : certaines sont visibles au premier regard, d'autres sont plus pernicieuses, enfouies. C'est une réalité : plusieurs centaines de milliers de personnes souffrent aujourd'hui d'un profond traumatisme lié à la catastrophe. « *Cette souffrance est interminable. Sans justice, nous ne pourrons jamais faire deuil* », nous dit Carmen, sœur de l'une des victimes.

Le personnel soignant de Beyrouth, déjà mis à rude épreuve durant la pandémie, est encore marqué par les scènes qui ont suivi l'explosion. C'est pour eux un puits sans fond : alors qu'il leur est impossible de continuer d'importer des produits médicaux, alors que les traitements lourds de certains patients ont dû être suspendus, les établissements font face à une menace de *black-out* électrique. Le 14 août, le Centre médical de l'Université américaine de Beyrouth (AUBMC) lançait un appel à l'aide, annonçant que « *quarante patients adultes et quinze enfants vivant sous respirateur mourront sur le coup* » si le courant venait à être coupé. Bien que l'AUBMC ait réussi à s'octroyer quelques jours de répit, grâce à ce cri de détresse, la situation reste dramatique. Au milieu du mois d'août, l'image d'infirmiers contraints de pousser une ambulance en panne d'essence a fait le tour du monde.

Au terme de la manifestation du 4 août, des milliers de personnes se dirigent vers le parlement. Accueillie par des tirs de grenades lacrymogènes, la foule va faire face aux assauts répétés des forces de sécurité libanaises, retranchées derrière d'épais murs en béton.

Les manifestants sont, comme au mois d'août 2020, visés par des tirs au fusil à plomb. Plusieurs dizaines de blessés plus tard, l'armée libanaise lance une offensive majeure depuis les quatre coins de la place des Martyrs. Larmoyants, les nombreux manifestants battent en retraite et tentent de bloquer un axe de circulation. Il règne un parfum assez paradoxal : si personne ne semble vouloir se quitter, chacun sait que, dès le lendemain, les problèmes du quotidien reprendront le dessus, symbole d'un peuple aujourd'hui plus près de la faim que de la révolution.

Parmi les catégories de la population les plus vulnérables, des centaines de milliers de Syriens survivent aujourd'hui dans des conditions exécrables. Selon un récent rapport, 90 % d'entre eux se trouvent désormais sous le seuil d'extrême pauvreté, affectés notamment par l'effondrement de la valeur des aides financières qui leur sont destinées. Par dizaines, on les trouve sur les axes routiers, vendant des roses ou des mouchoirs en papier pour quelques milliers de livres libanaises.

La situation dans les douze camps de réfugiés palestiniens que compte le pays s'est elle aussi fortement dégradée, comme ici à Mar Elias (Beyrouth). En mars dernier, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), Philippe Lazzarini, lançait un « *appel urgent* » pour soutenir les Palestiniens du Liban. Ce dernier notait « *un niveau de désespoir sans précédent avec une faim et une colère croissantes* ».

Seule note d'espoir pour les réfugiés palestiniens du Liban : le récent soulèvement, lancé depuis Jérusalem-Est, qui a fait souffler un vent nouveau parmi la population. « *Pendant les événements à Sheikh Jarrah, puis pendant l'attaque israélienne à Gaza, nous avons tous passé des nuits entières sans dormir. Nous regardions en direct le déroulement des événements, puis nous sortions manifester. Parfois plusieurs fois par jour. Ça été un moment très fort dont nous ne sommes pas encore retombés. Le monde entier a été témoin de nos injustices. Nous vivons un moment en or qui a uni tous les Palestiniens, nous devons en profiter* », nous explique Youssef, dans le camp d'Ain el-Hilwé, à Saida.

Les questions de santé mentale sont au centre de toutes les préoccupations. Ouverte par l'ONG Embrace en 2017, la ligne téléphonique de prévention au suicide a vu le nombre d'appels tripler depuis le début de l'année. « *Presque toutes les personnes de moins de 35 ans avec qui j'échange ont postulé à l'étranger, ou envisagent de le faire. Je crois que nous vivons une dépression collective* », explique Rêve Romanos, psychothérapeute au sein de l'ONG. La centaine de bénévoles d'Embrace vivent des moments particulièrement difficiles : alors que la pénurie d'essence empêche beaucoup d'opérateurs de se rendre dans les locaux de la structure, les coupures d'électricité ont largement affecté leur travail durant le mois d'août.

Le 15 août, en pleine nuit, au moins trente-trois personnes ont trouvé la mort dans l'explosion d'un camion-citerne, dans le nord du pays. Le réservoir, vraisemblablement stocké par son propriétaire, probablement afin d'être exporté au marché noir vers la Syrie, avait été confisqué par l'armée et était en train d'être vidé par des habitants à bout de nerfs. Le 1er septembre, le ministre de l'Énergie du gouvernement intérimaire libanais Raymond Ghajar annonçait que l'Irak allait fournir près d'un million de tonnes de pétrole brut durant une année, afin qu'ils soient utilisés dans la production d'électricité. Parallèlement, le Hezbollah a organisé l'acheminement de pétrole en provenance d'Iran et les États-Unis travaillent à un montage complexe afin de faire venir du gaz et de l'électricité depuis l'Égypte et la Jordanie. Une nouvelle preuve, s'il en était besoin, de l'omniprésence des rapports de force régionaux au pays du cèdre. Le nouveau gouvernement, nommé le 10 septembre dernier après d'interminables tractations, ne semble susciter aucun espoir de changement. Lina Boubess — la deuxième en partant de la gauche sur la photo —, 62 ans, conclut : « *Le Liban est supposé être une démocratie, mais la classe politique se cache derrière des murs ou derrière leur immunité. Ce sont des criminels. Nous luttons toute la journée pour trouver du pain, de la nourriture, de l'essence, de l'eau ou des médicaments. Tout ça est à cause d'eux. Ils ont tous participé à la destruction du Liban, main dans la main, en se protégeant les uns les autres quand nous nous levions. Nous n'avons rien à attendre d'eux. La tâche est difficile : c'est tout un système que nous devons déboulonner.* »

---

1. La pyramide de Ponzi est un montage financier frauduleux qui consiste à rémunérer les investissements des clients essentiellement par les fonds procurés par les nouveaux entrants.[↩]